

Lettre aux Mairaines et Parrains

Programme République dominicaine

Projet : Pour retrouver le chemin de l'école: Accès à l'eau potable et éducation à l'environnement

N°4- Mars 2008

EDITORIAL

Chères Mairaines, Chers Parrains,

Permettez-moi de vous présenter mes meilleurs vœux pour cette année 2008. J'espère qu'ensemble nous allons continuer de mener à bien nos initiatives et que les projets que nous développons vont continuer avec succès à progresser.

Si chaque pays doit veiller à l'égalité des chances d'accéder à l'éducation sans discrimination de genre ou de situation sociale, la République dominicaine est, de part ses énormes inégalités, un lieu où il nous reste un travail de longue haleine à réaliser. En effet, selon les chiffres officiels de CEPAL, durant les trois dernières années, la pauvreté a augmenté de 15,6%, correspondant à 1,5 million de personnes en République dominicaine qui se sont retrouvés pauvres et 7,2% se sont retrouvés en situation d'indigence avec des revenus tellement minimes qu'ils ne couvrent même pas un panier alimentaire de base.

Au regard de la rareté des moyens disponibles pour la classe sociale défavorisée, il nous faut faire preuve d'imagination et de solidarité pour résorber en zone rurale comme en zone urbaine les disparités qui ne sont pas dignes d'une démocratie.

Ainsi en République dominicaine, nous apportons une réponse sous différentes formes aux réalités nationales (et binationales, spécialement lorsque nous travaillons à la frontière dominico-haïtienne comme cela est le cas sur le projet que vous parrainez) et aux besoins d'éducation.

Le parrainage nous permet de mettre en œuvre des programmes accompagnant le renforcement des processus d'autonomie et consolidant des partenariats. Ces projets participeront, nous en sommes convaincus, à la réussite de notre travail dans le pays.

Nous désirons insister sur le fait que votre parrainage a des effets bénéfiques non seulement sur l'enfant et son

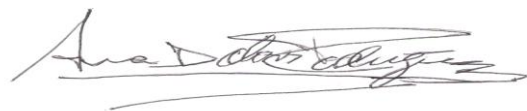


développement mais aussi sur l'école, les familles, les structures sanitaires, agricoles, sociales,...

Depuis plus d'un an nous travaillons « main dans la main » avec le Ministère de l'Education dominicain pour faire évoluer les programmes du pays. Notre équipe, fort réduite à ce jour, 8 personnes travaillent actuellement dans l'entité Aide et Action République dominicaine, met en œuvre les projets sur le terrain. Nous continuons à mener des études avant la mise en place de chaque programme et analysons notamment l'environnement économique, politique et social ainsi que les besoins des populations en matière d'éducation.

Nous avons reçu durant le dernier trimestre 2007 des parrains, ils se reconnaîtront. Nous espérons qu'ils nous enverront quelques commentaires concernant leur expérience sur le terrain.

L'équipe et moi-même désirons contribuer ensemble à mettre tout en œuvre pour que l'éducation change le monde et pour que 2008 soit une année de réduction des inégalités et d'accès à une éducation de qualité pour le plus grand nombre d'enfants possible en République dominicaine.



Ana Dolores Rodríguez
Délégue Pays

Bilan et impact de l'année 2007 pour le projet d'accès à l'eau

Le projet conduira à contribuer à la solution de la principale nécessité identifiée : l'approvisionnement en eau potable des 2 communautés : Guayabo et la Meseta. Il est nécessaire de prendre en considération que le manque d'approvisionnement en eau est un facteur qui réduit considérablement les conditions de vie de la population, augmente les niveaux de pollution, ne permet pas de conditions hygiéniques adéquates, a un impact négatif sur la qualité du processus éducatif et sur les indices d'éducation des enfants et provoque l'incidence de maladies prévisibles, surtout dans la population infantile.

Principales actions réalisées en 2007 :

Nous avons réalisé des réunions techniques entre le personnel de l'IDDI (Institut Dominicain de Développement Intégral) et le responsable de projet, 5 assemblées communautaires de socialisation de la version finale de budget, l'étude technique du sol et de la qualité de l'eau, l'étude de faisabilité du système d'adduction d'eau, le dessin des plans du système d'adduction d'eau potable, la création du Comité d'administration et de gestion de l'aqueduc d'eau potable.



Ces actions nous permettent de renforcer les organisations locales dans la gestion communautaire de la solution de ses problèmes. En effet, le projet doit permettre aux communautés d'apprendre à chercher leurs propres solutions à leurs problèmes et à manier leurs ressources, grâce à :

- la **Formation de Comités Communautaires d'Eau par Communauté**, formé de femmes et d'hommes (chacun choisi par la Communauté) qui recevront un programme de qualification pour l'administration, la gestion et l'entretien du système hydraulique.

- la **Formation d'un Comité Volontaire pour soutenir la construction des infrastructures**, prévues dans chaque communauté. La responsabilité de l'organisation de ce groupe de volontaires est le Comité de Développement Éducatif qui doit apporter la main d'œuvre non qualifiée pour l'exécution de ces œuvres. Seront développées des rencontres communautaires pour évaluer le degré de réalisation des œuvres.



- la **Formation de réseaux de multiplicateurs volontaires** pour fortifier la direction locale et la gestion participante.

- la **Formation de mécanismes de participation** locale pour la gestion de projet.

Cette étape préalable importante de mobilisation et de formation des communautés ainsi que des organisations locales étant réalisée, nous venons de commencer les travaux de l'aqueduc et du système hydraulique.

Nouveautés et nouvelles actions 2008

Janvier début de la construction de l'aqueduc



Photo 1 : réunion sur le site avec les ingénieurs et les chefs de travaux, le tracé de l'aqueduc va commencer dans quelques jours

Photo 2 : le travail est effectué à la pioche car la situation ne permet pas le passage de bulldozers

Photo 3 : le tracé a été dessiné selon les plans des ingénieurs

Un problème s'est posé quand à l'alimentation des travailleurs dans la colline qui construisent l'aqueduc. Différentes solutions ont été envisagées et nous avons finalement retenu de verser à chacun une somme de 300 pesos par jour (environ 6 euros) pour remboursement des frais alimentaires.

Pour le renforcement organisationnel des communautés et des différents participants aux projets, nous continuons notre travail de « leadership » communautaire avec différentes réunions, notamment avec le comité d'eau en janvier 2008.



Janvier 2008 : **Ouverture de notre bureau** dans le centre communal pour une meilleure gestion des travaux qui commencent le même mois et pour une présence permanente dans les communautés.

Une personne « locale » est en charge des communautés, il vit sur place et a une riche expérience dans la gestion de projet et le développement.

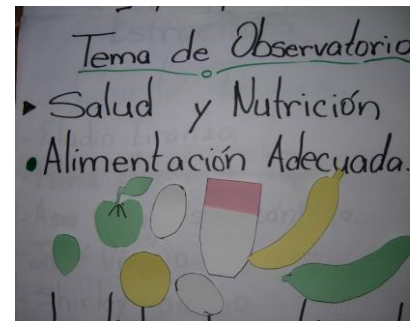
Notre chef de projet va se dédier 3 jours par semaine à ce projet qui demande maintenant une présence très importante de nos équipes sur place.

La République dominicaine, un programme dynamique...



Un nouvel observatoire a été créé : observatoire de pratiques d'éducation de la petite enfance.

Les 16, 17 et 18 janvier 2008 a eu lieu la première réunion en collaboration avec l'Université UNIBE de Saint-Domingue. L'objectif était de mettre en place les concepts et la méthodologie pour développer l'observatoire de pratiques d'éducation de la petite enfance, de créer les équipes de travail, de définir les rôles et fonctions de chacun et de concevoir un instrument de recherche-action soit efficace. En



République dominicaine, nous accusons un taux de mortalité infantile de 31^{0/00} qui semble du à des causes variables : manque d'attentions et de soins de base tel que vaccins, hygiène, mauvaise alimentation. Ces trois jours furent de réels moments d'échange et permirent d'établir trois priorités d'intervention : le problème de manque d'acte de naissance, la maltraitance physique et le problème d'hygiène alimentaire. Rodolfo Peña, médecin nicaraguayen en épidémiologie et spécialiste dans la mise en place de méthodologie a animé cette rencontre.

Aide et Action Rép. Dominicaine : Calle Cayetano Rodriguez 161, Gazcue - Saint Domingue, Rép. Dominicaine
Tel : +1 809 682 2575 – Fax : +1 809 682 2175 - Mail : aeadominicana@aide-et-action-caribes.org

Site web: www.aide-et-action.org

Ouragans et tempêtes tropicales



Ces derniers mois, la République dominicaine n'a pas été épargnée par les pluies diluviennes et vents violents. Nous avons été touchés deux fois par des tempêtes tropicales: Noël en octobre et Olga en novembre. Ce genre de phénomène climatique a des conséquences désastreuses dans un pays vulnérable où les infrastructures sont bien souvent en très mauvais état et déficientes.

Les personnes touchées par les inondations sont directement en accord avec la carte de pauvreté du pays. La récurrence des catastrophes naturelles nous a conduits à appuyer des projets d'éducation à l'environnement. Le travail de plaidoyer réalisé pour introduire l'éducation environnementale dans les programmes est en effet mentionné dans les accords signés en 2007 entre les gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine. Nous désirons aujourd'hui continuer dans cette direction et avons présenté 2 projets :

- projet de soutien de 5 écoles dans la région de Barahona particulièrement touchée par la tempête tropicale Noël
- projet d'aide psychologique aux familles dans la même région

En bref, une frontière qui fait couler de l'encre

La grippe aviaire est arrivée en République dominicaine et Haïti a déclaré un embargo concernant l'importation de poulets et œufs en provenance de la République dominicaine. Les producteurs de la région du Cibao (nord du pays) sont très affectés par cette mesure et le Président Leonel Fernandez a déclaré le 12 février 2008 qu'il offrirait plus de 8 millions de dollars (270 millions de pesos dominicains) pour l'achat de 2 millions et demi de poulets pour empêcher la faillite des producteurs et la création d'une commission de gestion de la production nationale d'œufs. Cette opération vise à prévenir la faillite du secteur avicole dans le pays.

Les deux Présidents (de République Dominicaine et Haïti) ont récemment discuté du dossier de la grippe aviaire et des possibilités d'une reprise des exportations d'œufs et de poulets dominicains vers Haïti. En République dominicaine, les pertes enregistrées depuis l'entrée en vigueur des sanctions début janvier sont estimées à plus de 20 millions de dollars.

En janvier 2008 plus de 5000 personnes ont traversé illégalement la frontière entre Haïti et la République dominicaine avec la complicité de "buscones" (intermédiaires). « Le trafic d'êtres humains sur la frontière doit être intégré dans le plan de lutte contre la corruption préconisé par le gouvernement, obligé d'agir pour mettre un frein aux activités illicites des buscones, véritables marchands d'esclaves en plein XXI^e siècle », exhorte le Garr (Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés). La République d'Haïti devra se doter de cet outil juridique en vue de ne plus figurer sur la liste des pays « passifs » vis-à-vis du trafic d'êtres humains, ou ne prenant aucune disposition pour assurer la protection de celles et ceux qui tombent dans le piège des trafiquants, ni pour les accompagner lorsqu'ils subissent des violences au cours des voyages clandestins ». Ce sont des centaines de milliers de gourdes que recueillent, à l'occasion d'un seul voyage irrégulier, les buscones qui soudoient en chemin des représentants de l'Etat pour parvenir à leurs fins, signale le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés.